



## TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 21 avril 2021

**SOLIDARITÉ INTERPROFESSIONNELLE**

# LES CHEMINOTS S'OPPOSENT À LA CASSE DE L'INDUSTRIE !

**Depuis le 14 avril 2021, les salariés de la Société Aveyronnaise de Mécanique (SAM) sont en grève illimitée avec occupation d'usine, contre la liquidation de leur entreprise.**

**La CGT tient à alerter les cheminots, car nous sommes tous menacés directement par la désindustrialisation dont la SAM est l'emblème.**

**Nous devons soutenir nos camarades en lutte pour stopper cette hémorragie.**

AGISSONS POUR NOS DROITS



**RENFORCE-TOI !**  
REJOINS LA CGT DES CHEMINOTS

314 emplois à la SAM, mais aussi 140 à SKF dans l'Yonne, 280 à MBF dans le Haut-Jura, les fonderies de Bretagne menacées, et tout cela, rien que pour le mois d'avril 2021... Dans la plupart des cas, les entreprises liquidées sont des sous-traitants, notamment de l'industrie automobile, de l'aéronautique et du secteur de l'énergie. Les grands groupes pompent les aides publiques, affichent un maintien de l'emploi, mais ils liquident leurs sous-traitants en transférant les commandes à l'étranger, tout cela sous le regard bienveillant du Gouvernement.

## LE FRET SERA DUREMENT IMPACTÉ PAR L'EFFONDREMENT DE LA MÉTALLURGIE EN FRANCE

Selon un rapport de l'Autorité de Régulation des Transports, le mode ferroviaire transporte 43 % des métaux et produits métalliques. C'est la plus grosse part de marché du train.

Autrement dit, le mouvement actuel de fermeture des fonderies et des équipementiers frappera directement notre activité et nos emplois. Les triages ferroviaires et toutes nos installations lourdes, qui ont besoin de volume pour être efficaces, pourraient être achevés par cette accélération de la désindustrialisation.

L'appel à la solidarité de la Fédération CGT des cheminots n'est pas seulement un acte altruiste ou idéaliste. Nous sommes face à une démonstration concrète que les intérêts de tous les salariés sont liés. Nous ne pouvons donc pas rester spectateurs !

## LE GOUVERNEMENT DOIT AGIR !

La passivité de l'État est inacceptable. Renault et Peugeot (Stelantis) sont les donneurs d'ordre à l'origine de la mise à mort de ces entreprises. Or, ces groupes touchent des aides publiques massives. Dans le « plan de relance », ce sont 6 milliards d'euros qui leur sont attribués. Cela fait suite à des plans d'aide en 2009 (6,5 milliards d'euros) et 2012 et à divers soutiens chaque année. **L'État dispose pratiquement d'un droit de vie et de mort sur ces groupes et doit leur imposer le maintien de l'emploi en France.**



## **APRÈS LE SYSTÈME FERROVIAIRE, L'ÉNERGIE EST DANS LE VISEUR**

Depuis plusieurs mois, les électriciens et gaziers se battent contre divers plans de démantèlement, dont le projet « Hercule » qui vise à éclater ce qu'il reste d'EDF.

Là aussi, les cheminots sont concernés. La libéralisation du secteur de l'énergie depuis 20 ans a provoqué une hausse vertigineuse du prix de l'électricité et du gaz pour les particuliers.

Mais cela a aussi un impact sur les entreprises. La facture « énergie de Traction » de la SNCF est passée de 814 millions d'euros en 2009 à 1,199 milliard d'euros en 2019, soit 47 % de hausse. Ce n'est certes pas uniquement dû au prix de l'électricité, mais cela y a lourdement contribué. 385 millions d'euros de plus pour l'énergie, c'est autant de moins qu'on ne peut pas mettre dans les investissements ou l'emploi (équivalent de plus de 6 400 emplois à la rémunération moyenne !).

**La casse des services publics fragilise les citoyens et l'économie.**

## **LA RÉFORME DU CHÔMAGE COMPLÈTE LE TABLEAU**

Pendant ce temps-là, une autre lutte emblématique secoue le pays : lancée par la CGT au Théâtre de l'Odéon, l'occupation des lieux de culture s'est généralisée. Elle vise à alerter sur la situation des salariés de ce secteur, privés d'activité depuis plus d'un an, mais aussi à dénoncer l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> juillet, de la réforme de l'indemnisation du chômage (contre laquelle les intermittents du spectacle sont toujours plus mobilisés, car directement et durement impactés).

Cette réforme va faire baisser jusqu'à 40 % l'indemnité de plus d'un million d'allocataires.

On ne peut s'empêcher de penser que le Gouvernement sait que sa politique libérale va provoquer une hausse du chômage, et surtout de la précarité. Comme pour les retraites, il s'agit, pour lui, de préserver les actionnaires en empêchant une hausse des cotisations sociales (ou une annulation des exonérations).

En 2020, les milliardaires français ont doublé leur patrimoine, pendant que le nombre d'emplois industriels a subi une nouvelle purge (près de 15 000 suppressions) et que les services publics ont subi la même saignée. Il faut que ça cesse !

**Pour le chemin de fer comme pour le pays,  
la grève des SAM, des énergéticiens et la lutte des intermittents  
sont vitales !**

**La Fédération CGT des cheminots appelle ses syndicats  
à multiplier les initiatives de solidarité et de soutien.**

**Cheminots, rapprochez-vous des syndicats CGT  
si vous voulez agir avec nous !**